

Jean-Baptiste André Godin à Alphonse Delpech, 23 février 1877

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

6 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (18)

Collation 6 p. (240r, 241r, 242v, 243v, 244r, 245r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Alphonse Delpech, 23 février 1877, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49232>

Copier

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Famelistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [23 février 1877](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)
Destinataire [Delpech, Alphonse \(1821-1902\)](#)
Lieu de destination Amiens (Somme)
Scripteur / Scribe [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Sur la séparation des époux Godin-Lemaire et la liquidation de la communauté de biens. Sur le projet d'une transaction avec Esther Lemaire : Godin évalue les sommes dues à sa femme et il évoque ce qui pourrait revenir à son fils. Il demande à Delpech de lui répondre sur la possibilité qu'Esther Lemaire lui fasse des offres pour la reprise des usines qu'il pourrait abandonner si les conditions qui lui étaient faites pour poursuivre l'activité industrielle étaient trop difficiles.

Mots-clés

[Finances d'entreprise](#), [Finances personnelles](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Godin, Émile \(1840-1888\)](#)
- [Lemaire, Sophie Esther \(1819-1881\)](#)

Événements cités [Séparation des époux Godin et Lemaire \(1863-1877\)](#)

Lieux cités [Vervins \(Aisne\)](#)

Notice créée par [Pauline Péliissier](#) Notice créée le 14/11/2023 Dernière modification le 31/01/2024

Guise le 13 février 1877. 240

Cher Monsieur Delpech.

Je reçois votre lettre d'hier et je m'empresse d'y répondre pour vous dire que, malgré l'inconvénient qu'il me semble y avoir à discuter des chiffres avec M^{ad}^e Gadin, lorsque il s'agit surtout d'un essai de transaction, je n'en ai pas moins examiné les questions que vous m'avez posées, concernant les loyers et les intérêts, et si je n'ai pu vous répondre plus vite c'est parce que j'attendais de Belgique des renseignements nécessaires à l'exactitude du travail. Je possède aujourd'hui ces renseignements et voici ma réponse.

Les chiffres que vous me présentez sont trop forts, ils donneraient à M^{ad}^e Gadin une le principal de

_____	535.000 francs
en loyers et intérêts	985.919

La somme à lui payer, ainsi _____
donc de 980.919

Notre calcul repose sur une valeur à son point de départ. Nous supposons une location au chiffre de 800.000, ce nous établit votre proposition, comme si je n'avais aucune reprise personnelle à espérer sur cette somme.

Il s'agit de partager ce qui appartient à la

communauté et non ce qui ne l'appartient.
 C'est donc sur la proportion que la cour attribue
 la aux parties qu'il faudrait pouvoir calculer
 c'est là l'inconnu.

En présence de cette difficulté, je ne vois rien
 de plus juste (et quoi qu'on fasse on ne trouvera
 rien d'aussi juste.) que les chiffres qui existent
 dans ma comptabilité, et comme il s'agit de
 comparer la communauté à elle-même,
 voici comment s'établit le calcul que vous
 m'avez demandé.

Les dépenses générales occasionnées par les
 valeurs immobilières étaient, fin 1863, d'après
 les livres de comptabilité de francs... 1.670.998,13
 Dans cette somme étaient compris :
 Menues dépenses de location à Paris pour 164.985,40
 Immeubles en location à l'étranger pour 96.000,00
 Soit ensemble 644.985,40

D'un autre côté le chiffre de transaction
 proposé était de 1.070.000, le prix auquel les
 immeubles loués soit être ramenés sera donné
 par la proportion :

$$1.670.998,13 : 1.070.000 :: 644.985,40 : x = 412.108,55$$

Le capital général de transaction
 étant francs 1.070.000,00
 si l'on retranche la valeur des immeubles
 en location, soit

$$1.070.000,00 - 412.108,55 = 657.891,45$$

comme valeur des immeubles de l'industrie produisant des intérêts à 6 p. % l'an.

D'où le compte de M^{re} Gadin s'établit comme suit :

1 ^{re} Moitié du capital des immeubles en location. frs	206.054, 25
2 ^e Moitié du capital des immeubles industriels.	328.945, 70
3 ^e Intérêt sur cette somme à 6 p. % l'an du 1 ^{er} Décembre 1863 au 31 Mars 1877, soit 15 ans et 4 mois	263.236, 65
4 ^e Loyers pour la moitié des immeubles de la Communauté de 1 ^{er} Décembre 1863 jusque fin Mars 1877	91.643, 15
Total	889.879, 75

Ce chiffre des loyers de 91.643, 15 s'établit en comparant les loyers perçus à Guise du 1^{er} Décembre 1863

au 31 Mars 1877, soit	294.851, 33
et ceux perçus à Lachen dans le même temps	28.806, 75
Ensemble	323.658, 08

Autr. couts actuels des immeubles
loués à Guise soit 1.057.736, 17
et des immeubles loués
à Lachen 80.000, ..

Ensemble. 1.137.736, 17

Ce qui donne un revenu de 28.443 ⁰¹/₁₀₀, et appliquant ce taux à la moitié des mêmes immeubles de la communauté, soit à 322.142, 70 ou à la somme revenant à la communauté.

J. tiens à votre disposition les comptes netes-

aires à la vérification des chiffres ci-dessus

Il serait donc dû à Mad^e Gadin, francs: 889.87.⁵⁰/₁₀₀

Mais n'avez-vous pas perdu de vue qu'il y a, en dehors du compte de liquidation, un compte à faire sur la liquidation partielle, compte que le notaire de Mad^e Gadin s'est toujours refusé à examiner - et que le Tribunal de Nerves, dans son dernier jugement, a renvoyé à la liquidation définitive. Mad^e Gadin a reçu 30.000 francs de provision en dehors de ce qui lui était dû par la liquidation partielle, et par suite de cette liquidation qui a été faite et bécée par le notaire seul de Mad^e Gadin, je me suis tenu à avoir en partage des non-valeurs qui, avec les provisions s'élèvent à pt. 173.585,49

Et les intérêts sur cette somme à 102.345,58

Soit ensemble 275.931,07

Dont la moitié 137.965,53

doit être supportée par Mad^e Gadin.

Ce qui réduirait la somme à lui payer à francs 751.011,92.

Je ne demande pas que cela soit discuté maintenant, mais si un arrangement se fera et sur les bases ci-dessus devrait possible, il faudrait pourtant bien que cela entrât en ligne de compte dans l'arrangement.

Vous me faites remarquer que je ne

vous ai pas encore répondu sur la question
de convertir en rente les intérêts et loyers.
Certainement cette conversion aurait pour-
voir d'un grand secours, j'y trouverais l'avant-
age de me soustraire aux difficultés inhérentes
à la distraction d'un capital nécessaire à la
conduite des affaires d'usines aussi importantes,
mais à la condition toutefois que l'intérêt ne
fût pas trop élevé. J'aurais donc besoin de
réfléchir s'il ne serait pas possible de trouver
dans mon crédit des ressources moins onéreuses
et, en effet, je crois que je pourrais obtenir des
intérêts à moins de 5 p. 100. C'est le
motif qui m'arrête.

Si encore je pourrais trouver dans cette
combinaison la certitude de conserver à mon
père la somme principale en toute sécurité,
c'est-à-dire si sa mère voulait la lui garantir,
mais elle se refuse à rien faire pour lui, quoiqu'il
soit consacré à l'industrie pendant la com-
muneauté comme depuis.

Sans doute qu'il peut considérer même
comme perdues pour lui les sommes qu'il a
à inscrire à son compte, sur mes listes, du
chef de ses travaux sous la communauté.
S'il pouvait en être autrement, si, sous
l'influence de conseils salutaires, la mère

pourrait se souvenir qu'elle a un fils, cela rendrait un arrangement plus facile. Mais comment l'espérer quand elle continue à le faire diffamer, et à lui faire jeter la calomnie par ses gens d'affaires ? Cela se concevait quand, par ces moyens, elle espérait tromper la religion de la justice, mais peut-elle encore espérer cela aujourd'hui !

— De votre côté, vous ne m'avez pas répondu sur la question que je vous ai posée concernant les offres que Mad^e Godin pourrait me faire pour reprendre elle-même les usines.

C'est pourtant un côté de cette licitation qui est plus à privai qu'on ne semble l'admettre. Mad^e Godin a toujours prétendu qu'elle avait des personnes prêtes à s'associer avec elle pour tout reprendre. Il est vrai que dans les débats devant la cour, elle a changé d'attitude ; la situation a-t-elle varié ? je l'ignore. Mais si les conditions qui me sont faites pour continuer l'industrie me sont trop difficiles, je laisserai à d'autres le soin de le faire à ma place. Mad^e Godin pourrait donc dès maintenant aussi bien que moi faire des offres pour reprendre la suite des affaires.

Reuillez agréer, cher Monsieur, l'assurance de mes meilleurs sentiments

Godin